

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29362]

8 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans des membres du personnel des services du Gouvernement, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'Intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, l'article 140, § 3;

Vu le décret du 7 novembre 2013 « définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études » qui habilite le Gouvernement à arrêter notamment le statut du personnel de l'Académie de recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES), l'article 24;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 26 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre Fédéral des Pensions, donné le 9 mai 2014;

Vu le protocole n° 429 du Comité de Secteur XVII, conclu le 13 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 17 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 14 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française, donné le 13 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, donné le 24 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière, donné le 11 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 24 octobre 2014;

Vu l'avis 56.395/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 juin 2014, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public, les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII.

CHAPITRE II. — *La semaine de quatre jours*

Art. 2. La semaine de quatre jours est applicable aux membres du personnel nommés à titre définitif occupés à temps plein ainsi qu'aux membres du personnel contractuel occupés à temps plein.

Elle n'est, néanmoins, pas applicable aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent titulaires d'un grade de rang 12 ou d'un rang supérieur ou engagés dans un emploi correspondant à un de ces grades.

Toutefois, le membre du personnel exclu du champ d'application de la semaine de quatre jours en vertu de l'alinéa précédent et qui en a fait la demande, peut être autorisé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination ou d'engagement au grade ou à l'emploi considéré ou son délégué, dans le cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis, à bénéficier de la semaine de quatre jours.

Art. 3. § 1^{er}. Le membre du personnel peut faire choix du régime de travail de la semaine de quatre jours dans lequel il fournit sur quatre jours ouvrables par semaine quatre cinquièmes des prestations qui lui sont normalement imposées.

§ 2. Le membre du personnel âgé de moins de cinquante-cinq ans peut faire usage du régime de la semaine de quatre jours visé au § 1^{er} pour une période maximale de soixante mois.

§ 3. Pour l'application du présent paragraphe, on entend par métier lourd, un métier visé à l'article 4, § 3, alinéas 2 et 3, de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans dans le secteur public.

Le membre du personnel qui a atteint l'âge de cinquante ans peut faire usage du régime de la semaine de quatre jours visé au § 1^{er} jusqu'à la date de sa retraite anticipée ou non, lorsqu'il satisfait, à la date de début de ce congé, à l'une des conditions suivantes :

1^o avoir une ancienneté de service d'au moins vingt-huit ans;

2^o antérieurement au régime de la semaine de quatre jours, avoir effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les quinze années précédentes.

§ 4. Le membre du personnel qui a atteint l'âge de cinquante-cinq ans peut faire usage du régime de la semaine de quatre jours visé au § 1^{er} jusqu'à la date de sa retraite anticipée ou non.

Art. 4. Le membre du personnel qui fait usage du droit visé aux articles 2 et 3 reçoit quatre-vingts pour cent de son traitement, augmenté d'une prime de 70,14 euros par mois. Ce montant est lié à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Sans préjudice de l'article 8, lorsque les quatre-vingts pour cent du traitement ne sont pas entièrement payés, la prime visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas entièrement payée, dans la même proportion.

Art. 5. La période d'absence du membre du personnel est considérée comme une période de congé et est assimilée pour le surplus à une période d'activité de service.

Art. 6. La demande d'obtention du bénéfice de la semaine de quatre jours est remise par écrit et par la voie hiérarchique au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou au fonctionnaire dirigeant le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou l'Organisme d'intérêt public auquel appartient le membre du personnel, au plus tard deux mois avant la date d'application du régime de la semaine de quatre jours, à moins que, à la demande de l'intéressé ou par voie d'instructions générales, ladite autorité accepte un délai plus court.

Elle porte sur une période qui se compte nécessairement en mois complets et prend cours le premier jour d'un mois.

Art. 7. Dans sa demande, le membre du personnel mentionne le jour ouvrable de la semaine pendant lequel il ne sera astreint à aucune prestation.

Le choix de ce jour est invariable pour l'ensemble de la période pour laquelle l'application de la mesure est demandée.

Ce jour choisi peut exceptionnellement être modifié pour des raisons de service et ce en accord avec le membre du personnel et son supérieur hiérarchique.

La circonstance que ce jour corresponde à un moment déterminé à un jour non ouvrable, notamment parce que ce jour est un jour de congé légal ou réglementaire, ne donne lieu à aucune compensation.

Le supérieur hiérarchique immédiat et le supérieur hiérarchique de rang 12 au moins peuvent formuler des objections quant au choix de ce jour.

Ces objections doivent être motivées et s'accompagner d'une proposition alternative.

Dans l'hypothèse de telles objections, la demande se complète des observations éventuelles de l'agent et, en tout cas, de son refus ou de son accord quant à la proposition alternative formulée.

Sans préjudice de l'application des mécanismes de subdélégations propres aux services publics concernés, la décision est prise par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou le fonctionnaire dirigeant le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou l'Organisme d'intérêt public auquel appartient le membre du personnel concerné.

Art. 8. Pendant la période de la semaine de quatre jours, le membre du personnel ne peut pas être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque raison que ce soit sauf pour raisons médicales. Il ne peut pas non plus prétendre à un régime d'interruption à temps partiel de la carrière professionnelle.

Le congé pour la semaine de quatre jours est d'office suspendu lorsque le membre du personnel bénéficie de l'un des congés suivants :

- 1° congé de maternité;
- 2° congé parental;
- 3° congé pour motifs impérieux d'ordre familial;
- 4° congé pour présenter sa candidature aux élections des assemblées européennes, de la Chambre des Représentants, des parlements régionaux et communautaires, des conseils provinciaux ou des conseils communaux;
- 5° congé d'adoption et congé d'accueil;
- 6° congé pour prestations réduites pour raisons médicales.

Lorsqu'un membre du personnel obtient une suspension en application de l'alinéa 2, ces périodes de suspension ne sont pas imputées sur la période maximale de 60 mois visée à l'article 3, § 2, ni sur la période en cours de la semaine de quatre jours.

Un membre du personnel absent en raison d'un des congés visés à l'alinéa 2 n'est plus soumis, pendant cette absence aux dispositions de la semaine de quatre jours mais est soumis aux dispositions qui régissent le congé dont il bénéficie. En ce cas, le complément de traitement visé à l'article 4 est réduit conformément à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 9. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de la semaine de quatre jours moyennant un préavis de trois mois à moins que, à sa demande, l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court.

CHAPITRE III. — *Le travail à mi-temps à partir de cinquante ou de cinquante-cinq ans*

Art. 10. § 1^{er}. Le travail à mi-temps à partir de cinquante-cinq ans est applicable aux membres du personnel nommés à titre définitif à l'exception des titulaires d'un grade de rang 12 ou d'un rang supérieur.

Toutefois, le membre du personnel titulaire d'un grade qui l'exclut du champ d'application du travail à mi-temps à partir de cinquante-cinq ans en vertu de l'alinéa précédent et qui en fait la demande, peut être autorisé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination au grade considéré ou son délégué, dans le cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis, à bénéficier du travail à mi-temps à partir de cinquante-cinq ans.

§ 2. Pour l'application de l'alinéa 2, on entend par métier lourd un métier qui est à la fois :

- 1° un métier au sens l'article 4, § 3, alinéas 2 et 3, de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans dans le secteur public;
- 2° un métier qui figure sur la liste des métiers pour lesquels il existe une pénurie significative de main-d'œuvre, établie en application de l'article 8bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

Aux mêmes conditions que celles visées au § 1^{er}, le membre du personnel nommé à titre définitif a le droit, à partir de cinquante ans, de travailler à mi-temps jusqu'à la date de sa mise à la retraite anticipée ou pour limite d'âge lorsque, à la date de début du congé, il a antérieurement effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les quinze années précédentes.

Art. 11. § 1^{er}. La demande de travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans est remise par écrit par la voie hiérarchique au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou au fonctionnaire dirigeant le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou l'organisme d'intérêt public auquel appartient le membre du personnel, au plus tard trois mois avant la date du travail à mi-temps, à moins que, à la demande de l'intéressé, l'autorité concernée accepte un délai plus court.

La période des prestations à mi-temps prend nécessairement cours le premier jour d'un mois.

§ 2. Dans sa demande, le membre du personnel mentionne le régime de prestations auquel il sera astreint.

Le choix du régime de prestations est invariable pour l'ensemble de la période pour laquelle l'application de la mesure est demandée.

Le supérieur hiérarchique immédiat et le supérieur hiérarchique de rang 12 au moins peuvent formuler des objections quant au choix de ce régime.

Ces objections doivent être motivées et s'accompagner d'une proposition alternative.

Dans l'hypothèse de telles objections, la demande se complète des observations éventuelles de l'agent et, en tout cas, de son refus ou de son accord quant à la proposition alternative formulée.

Sans préjudice de l'application des mécanismes de subdélégations propres aux services publics concernés, la décision est prise par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou le fonctionnaire dirigeant le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou l'Organisme d'intérêt public auquel appartient le membre du personnel concerné.

Art. 12. L'acte par lequel le membre du personnel est mis au travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans fixe les prestations qu'il est tenu d'accomplir.

Cet acte est notifié au membre du personnel.

Art. 13. La période d'absence du membre du personnel est considérée comme une période de congé et est assimilée pour le surplus à une période d'activité de service.

Le membre du personnel mis en travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans ne peut toutefois faire valoir ses titres à la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur.

Pendant la période du travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans, le membre du personnel ne peut pas être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque raison que ce soit. Il ne peut pas non plus prétendre à un régime d'interruption à temps partiel de la carrière professionnelle.

Art. 14. Le traitement du membre du personnel mis en travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans est calculé selon les modalités fixées par l'article 24, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 15. Le membre du personnel nommé à titre définitif qui fait usage du droit visé à l'article 10 reçoit la moitié du traitement ainsi qu'une prime mensuelle d'un montant de 295,99 EUROS.

Lorsque la moitié du traitement n'est pas entièrement payée, la prime visée à l'alinéa 1^{er} est réduite de façon proportionnelle.

Le montant de la prime visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas indexé.

Art. 16. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans, moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'un délai plus court soit accepté. En ce cas, le membre du personnel ne peut plus introduire une demande de travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 17. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII est modifié comme suit :

- 1° aux articles 1^{er}, § 3, alinéa 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2009, 10, § 1^{er}, alinéa 2, 5°, 54, alinéa 1^{er}, 7°; 55, alinéa 1^{er}, et 66, les mots « semaine volontaire de quatre jours » sont chaque fois remplacés par les mots « semaine de quatre jours »;
- 2° aux articles 10, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, 54, alinéa 1^{er}, 6°, 55, alinéa 1^{er}, et 66, les mots « départ anticipé à mi-temps » sont chaque fois remplacés par les mots « travail à mi-temps à partir de cinquante ou cinquante-cinq ans ».

Art. 18. § 1^{er} A la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les arrêtés suivants sont abrogés :

- 1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1998 relatif au départ anticipé à mi-temps;
- 2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 octobre 2000 portant des mesures d'application de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public – semaine volontaire de quatre jours- pour ce qui concerne les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Commissariat général aux relations internationales, l'Office de la Naissance et de l'Enfance et le Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

Sans préjudice du § 2, les arrêtés visés à l'alinéa 1^{er} restent toutefois d'application aux membres du personnel qui en bénéficient à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Pour ces membres du personnel, les modifications visées à l'article 17 qui concernent la mesure dont ils bénéficient ne sont pas applicables.

§ 2. Le régime de la semaine volontaire de quatre jours en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est limitée à 60 mois à compter du 1^{er} septembre 2012.

La durée maximale de 60 mois prévue à l'article 3, § 2, du présent arrêté, est diminuée des périodes de la semaine volontaire de quatre jours prises à partir du 1^{er} septembre 2012.

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 20. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 2015.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29362]

8 JULI 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar van de personeelsleden van de diensten van de Regering, de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en de Instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort " ONE ", artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, artikel 140, § 3;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies waarbij de Regering ertoe gemachtigd is het statuut van het personeel van de " Académie de recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES) » vast te stellen, artikel 24;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 26 november 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 december 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Federale Minister van Pensioenen van 9 mei 2014;

Gelet op het protocol nr. 429 van het Sectorcomité XVII, afgesloten op 13 januari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 17 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de " Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 14 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, gegeven op 13 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het " Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, gegeven op 24 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, gegeven op 11 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur », gegeven op 24 oktober 2014;

Gelet op het advies 56.395/2 van de Raad van State, gegeven op 18 juni 2014, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector, de artikelen 3, 4, 5, 6, 7, 8;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren.

HOOFDSTUK II. — *Vierdagenweek*

Art. 2. De vierdagenweek is van toepassing op de in vast verband benoemde personeelsleden die voltijds tewerkgesteld zijn, alsook op de personeelsleden die in dienst genomen zijn met een arbeidsovereenkomst en die voltijds tewerkgesteld zijn.

Nochtans is ze niet van toepassing op de personeelsleden bedoeld in het vorige lid die titularis zijn van een graad van rang 12 of van een hogere graad of die tewerkgesteld zijn in een betrekking die overeenstemt met één van deze graden.

Bovendien kan het personeelslid dat uitgesloten wordt van het toepassingsgebied van de vierdagenweek overeenkomstig het vorige lid en dat erom gevraagd heeft, door de overheid die bevoegd is voor de benoeming of de aanwerving in de graad of in de betrokken betrekking, of door haar afgevaardigde, toegelaten worden tot de vierdagenweek, voor zover de goede werking van de dienst niet wordt gehinderd.

Art. 3. § 1. Het personeelslid kan kiezen voor de vierdagenweek waarin hij over vier werkdagen per week vier vijfde prestaties verricht die hem normaal opgelegd wordt.

§ 2. Het personeelslid dat jonger dan vijfenvijftig jaar is, kan gebruik maken van de vierdagenweek bedoeld in § 1 voor een periode van hoogstens zestig maanden.

§ 3. Voor de toepassing van deze paragraaf wordt verstaan onder zwaar beroep, een beroep bedoeld in artikel 4, § 3, tweede en derde lid, van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar in de openbare sector.

Het personeelslid dat de leeftijd van vijftig jaar bereikt heeft, kan kiezen voor de vierdagenweek bedoeld in § 1 tot de datum van de al dan niet vervroegde inruststelling, wanneer het lid op de begindatum van dit verlof aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° een dienstanciënniteit van ten minste achtentwintig jaar hebben;
- 2° voorafgaand aan de vierdagenweek actief zijn geweest in een zwaar beroep gedurende minstens vijf jaar in de voorafgaande tien jaar of gedurende minstens zeven jaar in de daaraan voorafgaande vijftien jaar.

§ 4. Het personeelslid dat de leeftijd van vijfenvijftig jaar bereikt heeft, kan kiezen voor de vierdagenweek bedoeld in § 1 tot de datum van de al dan niet vervroegde inruststelling.

Art. 4. Het personeelslid dat gebruik maakt van het recht bedoeld in de artikelen 2 en 3, ontvangt tachtig procent van de wedde, vermeerderd met een premie van 70,14 euro per maand. Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

Onverminderd artikel 8, wanneer tachtig procent van de wedde niet volledig wordt betaald, dan wordt de premie bedoeld in het eerste lid niet volledig uitbetaald, in dezelfde verhouding.

Art. 5. De periode van afwezigheid van het personeelslid wordt als verlof beschouwd en wordt, voor het overige, gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 6. De aanvraag om in aanmerking te komen voor de vierdagenweek wordt schriftelijk en langs de hiërarchische weg ingediend bij de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of bij de leidend ambtenaar van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector of bij de instelling van openbaar nut waartoe het personeelslid behoort, uiterlijk binnen twee maanden vóór de toepassingsdatum van de vierdagenweek, tenzij die overheid, op aanvraag van betrokkene of door middel van algemene onderrichtingen, een kortere termijn aanvaardt.

Ze heeft betrekking op een periode die noodzakelijkerwijs volledige maanden telt en de eerste dag van een maand ingaat.

Art. 7. In zijn aanvraag vermeldt het personeelslid de werkdag van de week gedurende welke hij geen prestatie zal leveren.

De keuze van die dag blijft ongewijzigd gedurende de gehele periode waarvoor de toepassing van de maatregel wordt aangevraagd.

De keuze van die dag kan uitzonderlijk gewijzigd worden om dienstredenen en dit, in overeenstemming met het personeelslid en zijn hiërarchische meerdere.

Wanneer die dag op een bepaald ogenblik samenvalt met een dag die geen werkdag is, inzonderheid omdat deze een wettelijke of reglementaire verlofdag is, dan wordt er geen compensatie voor toegekend.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere en de hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 kunnen bezwaren tegen de keuze van die dag opperen.

Die bezwaren moeten met redenen worden omkleed en samen met een alternatief voorstel worden ingediend.

Indien er zulke bezwaren zijn, wordt de aanvraag aangevuld met de eventuele opmerkingen van de ambtenaar en, in ieder geval, met zijn weigering of zijn instemming over het gedane alternatief voorstel.

Onverminderd de toepassing van de subdelegatieregelingen die eigen zijn aan de betrokken overheidsdiensten, wordt de beslissing getroffen door de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of door de leidend ambtenaar van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector of door de instelling van openbaar nut waartoe het betrokken personeelslid behoort.

Art. 8. Gedurende de periode van de vierdagenweek mag het personeelslid geen verminderde prestaties uitoefenen, om welke reden dan ook, behalve om medische redenen. Hij mag ook geen aanspraak maken op een verlof voor halftijdse onderbreking van de beroepsloopbaan.

De periode van de vierdagenweek wordt ambtshalve onderbroken wanneer het personeelslid in aanmerking komt voor één van de volgende verlofdagen :

- 1° bevallingsverlof;
- 2° ouderschapsverlof;
- 3° verlof om dwingende redenen van familiaal belang;
- 4° verlof om zich kandidaat te stellen voor de verkiezingen van de Europese Vergaderingen, de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de gewest- en gemeenschapsparlementen, de provincieraden of gemeenteraden;
- 5° adoptieverlof en opvangverlof;
- 6° verlof voor verminderde prestaties om medische redenen.

Wanneer een personeelslid een schorsing bekommt met toepassing van het tweede lid, dan worden deze schorsingsperiodes niet aangerekend op de maximumperiode van 60 maanden bedoeld in artikel 3, § 2, noch op de lopende periode van de vierdagenweek.

Een personeelslid dat afwezig is om één van de verloven bedoeld in het tweede lid wordt, tijdens zijn afwezigheid, niet meer onderworpen aan de bepalingen van de vierdagenweek, maar wordt onderworpen aan de bepalingen houdende de regeling van het verlof dat hij geniet. In dit geval wordt het weddecomplement bedoeld in artikel 4 verminderd overeenkomstig artikel 19 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 9. Het personeelslid kan een einde maken aan de vierdagenweek mits een opzegging van drie maanden, tenzij de overheid waaronder hij ressorteert op zijn verzoek een kortere termijn aanvaardt.

HOOFDSTUK III. — *Halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar*

Art. 10. § 1. Halftijds werken vanaf vijfenvijftig jaar is van toepassing op de vastbenoemde personeelsleden met uitzondering van de titularissen van een graad van rang 12 of van een hogere graad.

Nochtans kan het personeelslid dat titularis is van een graad waardoor het uitgesloten wordt van het toepassingsgebied van het halftijds werken vanaf vijfenvijftig jaar overeenkomstig het vorige lid en dat erom vraagt, door de overheid die bevoegd is voor de benoeming in die graad of door zijn afgevaardigde, als de goede werking van die dienst daardoor niet in het gedrang komt, toegelaten worden tot het halftijds werken vanaf vijfenvijftig jaar.

§ 2. Voor de toepassing van het tweede lid wordt verstaan onder zwaar beroep dat tegelijkertijd :

- 1° een beroep is in de zin van artikel 4, § 3, tweede en derde lid, van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector;
- 2° een beroep is dat op de lijst van de beroepen voorkomt waarvoor een significant tekort aan arbeidskrachten bestaat, opgemaakt overeenkomstig artikel 8bis, § 1, van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen.

Onder dezelfde voorwaarden als deze bedoeld in § 1, heeft het vastbenoemde personeelslid het recht om, vanaf vijfenvijftig jaar, halftijds te werken tot aan de datum van zijn vervroegde inruststelling of voor de leeftijdsbeperking wanneer, op de begindatum van het verlof, het vroeger actief is geweest in een zwaar beroep gedurende minstens vijf jaar in de voorafgaande tien jaar of gedurende minstens zeven jaar in de daaraan voorafgaande vijftien jaar.

Art. 11. § 1. De aanvraag om halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar wordt schriftelijk en langs de hiërarchische weg ingediend bij de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of bij de leidend ambtenaar van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector of bij de instelling van openbaar nut waartoe het personeelslid behoort, uiterlijk binnen drie maanden vóór de toepassingsdatum van halftijds werken, tenzij die overheid, op aanvraag van betrokkene, een kortere termijn aanvaardt.

De periode van halftijdse prestaties gaat noodzakelijkerwijs de eerste dag van de maand in.

§ 2. In zijn aanvraag vermeldt het personeelslid de prestatieregeling waaronder het zal vallen.

De keuze van de prestatieregeling blijft ongewijzigd gedurende de gehele periode waarvoor de toepassing van de maatregel wordt aangevraagd.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere en de hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 kunnen bezwaren tegen de keuze van die regeling opperen.

Die bezwaren moeten met redenen worden omkleed en samen met een alternatief voorstel worden ingediend.

Indien er zulke bezwaren zijn, wordt de aanvraag aangevuld met de eventuele opmerkingen van de ambtenaar en, in ieder geval, met zijn weigering of zijn instemming over het gedane alternatief voorstel.

Onverminderd de toepassing van de subdelegatieregelingen die eigen zijn aan de betrokken overheidsdiensten, wordt de beslissing getroffen door de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of door de leidend ambtenaar van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector of door de instelling van openbaar nut waartoe het betrokken personeelslid behoort.

Art. 12. De akte waarbij het personeelslid vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar halftijds mag tewerkgesteld worden, stelt de prestaties vast die hij moet leveren.

Er wordt kennisgegeven van deze akte aan het personeelslid.

Art. 13. De periode van afwezigheid van het personeelslid wordt als verlof beschouwd en wordt, voor het overige, gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Het personeelslid dat vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar halftijds tewerkgesteld wordt, kan niettemin zijn aanspraak op bevordering door verhoging in graad of door overgang naar een hoger niveau niet doen gelden.

Gedurende de periode van halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar mag het personeelslid geen verminderde prestaties uitoefenen, om welke reden dan ook.

Hij mag ook geen aanspraak maken op een verlof voor halftijdse onderbreking van de beroepsloopbaan.

Art. 14. De wedde van het personeelslid dat vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar halftijds tewerkgesteld wordt, wordt berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 24, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. Het vastbenoemd personeelslid dat gebruik maakt van het recht bedoeld in artikel 10, ontvangt de helft van de wedde, alsook een maandelijks premie ten bedrage van 295,99 euro.

Wanneer de helft van de wedde niet volledig betaald wordt, wordt de premie bedoeld in het eerste lid verhoudingsgewijs verminderd.

Het bedrag van de premie bedoeld in het eerste lid wordt niet geïndexeerd.

Art. 16. Het personeelslid kan een einde maken aan de regeling van halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar mits een opzegging van drie maanden, tenzij een kortere termijn aanvaard wordt. In dit geval mag het personeelslid geen aanvraag om halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar meer indienen.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 17. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in de artikelen 1, § 3, derde lid, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2009, 10, § 1, tweede lid, 5°, 54, eerste lid, 7°, 55, eerste lid, en 66, worden de woorden « vrijwillige vierdagenweek » telkens vervangen door het woord « vierdagenweek »;
- 2° in de artikelen 10, § 1, tweede lid, 4°, 54, eerste lid, 6°, 55, eerste lid, en 66, worden de woorden « halftijdse vervroegde uittrekking » telkens vervangen door de woorden « halftijds werken vanaf vijftig of vijfenvijftig jaar ».

Art. 18. § 1. Bij de inwerkingtreding van dit besluit worden de volgende besluiten opgeheven :

- 1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1998 betreffende de halftijdse vervroegde uittrekking;
- 2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 oktober 2000 houdende maatregelen tot toepassing van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector - vrijwillige vierdagenweek - voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap), de « Office de la Naissance et de l'Enfance ONE » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) en de « Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française » (Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap).

Onverminderd § 2 blijven de besluiten bedoeld in het eerste lid nochtans van toepassing op de personeelsleden die bij de inwerkingtreding van dit besluit deze genieten. Voor deze personeelsleden zijn de wijzigingen bedoeld in artikel 17 die betrekking hebben op de maatregel waarvoor ze in aanmerking komen, niet van toepassing.

§ 2. De regeling van de vrijwillige vierdagenweek die van kracht is vóór de inwerkingtreding van dit besluit, is beperkt tot 60 maanden te rekenen vanaf 1 september 2012.

De maximale duur van 60 maanden bedoeld in artikel 3, § 2, van dit besluit, wordt verminderd met de periodes van de vrijwillige vierdagenweek genomen vanaf 1 september 2012.

Art. 19. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Art. 20. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juli 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. FLAHAUT